

STAGE ATELIER CITOYEN

FSU 94 - 31 mars 2022



Organisation du stage

9h30 - 12 h 30

- ⇒ Thème 2 : Services Publics, salaires et temps de travail, laïcité
- ⇒ Thème 3 : Ecologie, protection sociale, droits et libertés, droits des femmes

14 h - 16 h

- ⇒ Thème 1 : Education, formation, recherche, culture
- ⇒ Thème 4 : Avenir du syndicalisme
- ⇒ Sondage



Les candidat.es et les programmes

Le reste de la gauche

L'extrême droite et la droite extrême

La gauche de gauche

La Macronie

l'extrême gauche





Thème 1 : éducation, formation, recherche et culture

Préambule, la FSU, une ambition pour l'éducation et la formation, la recherche et la culture

La crise sanitaire révèle et amplifie les inégalités sociales et territoriales d'éducation et de formation.

Pour la FSU, la scolarité doit être obligatoire jusqu'à 18 ans. Toutes et tous les jeunes sont éducatibles et capables, sans aucune exclusion, et doivent pouvoir bénéficier d'éducation et de formation, de la maternelle au supérieur dans le cadre d'une école publique, progressiste et émancipatrice. Cette formation se poursuivra tout au long de leur vie (élèves, étudiant-es, salarié-es, privé-es d'emploi, retraité-es), condition d'une élévation de leur niveau de savoirs et de savoirs faire, de culture et de qualification, nécessaires à l'émancipation de toutes et tous. Les moyens humains devront être à la hauteur des enjeux. L'éducation et la formation ne sont ni des marchandises, ni des instruments au service de la promotion gouvernementale. Elles sont le fer de lance de la lutte pour l'égalité et contre l'exclusion, et doivent s'inscrire dans une visée démocratisante à long terme et rester une prérogative du service public d'éducation et de formation. À l'heure de l'urgence climatique et des crises sociales et économiques produites par le libéralisme, défendre un projet éducatif porteur d'égalité, donnant à toutes et tous les outils de leur émancipation individuelle et collective, est une nécessité pour que les citoyen·nes d'aujourd'hui et demain œuvrent à une société débarrassée des dominations.

La FSU défend le principe d'un service public laïque fort de l'éducation, de la formation et de la recherche doté de moyens suffisants, parce qu'elle sait l'importance de la dimension collective dans la construction du lien social. Elle s'est fixée comme but de lutter contre les inégalités en veillant à la démocratisation de l'accès aux savoirs, pour participer à l'émancipation individuelle et collective. Les financements publics doivent aller aux seuls écoles et établissements publics. Plutôt que de rendre chacun-e responsable de son parcours, d'individualiser les droits, les, moyens, d'exclure celles et ceux qui ne sont pas « dans la norme », il convient de redonner une dimension collective à l'acte de former et d'éduquer.

L'objectif du thème 1 est de décliner cette ambition et de nous donner les moyens de la faire partager par le plus grand nombre

Adopté au congrès de Metz, janvier 2022





Thème 1 : Education





Thème 1 - Éducation

Enjeu 1 – Faut-il recruter ?

Quel candidat propose « *le recrutement de 10 000 enseignants, surveillants, chefs d'établissements, en 5 ans* » ?

A – J.L. Mélenchon

C – E. Macron

B – N. Arthaud

D – V. Péresse





Thème 1 - Éducation

Enjeu 2 – Quel lien entre l'école et l'entreprise ?

Dans quel programme trouve-t-on cette proposition : « Service public de l'orientation en lien avec les entreprises, les services publics employeurs et les collectivités »

A – V. Péresse

C – E. Macron

B – P. Poutou

D – Y. Jadot





Thème 1 - Éducation

Enjeu 3 – Retour aux fondamentaux ou école émancipatrice ?

Quels candidat.es souhaitent un « retour aux fondamentaux : lire, écrire, compter »

A – F. Roussel

C – E. Macron

B – M. Le Pen

D – E. Zemmour





Thème 1 - Éducation

l'extrême gauche



- Recrutement massif de personnels



- Il faut embaucher massivement : des enseignants titulaires, des surveillants, du personnel d'entretien et de ménage, des assistants sociaux et des infirmières





Thème 1 - Éducation

La gauche de gauche



- Assurer des locaux agréables et accessibles
- Pause méridienne d'1h30 minimum
- Cantines gratuites avec 100 % issu de l'agriculture bio et paysanne
- Maintenir les classes multi-âge pour la coopération
- Recruter 8000 CPE ; renforcer le nombre d'AED en particulier en REP
- Recruter 6000 médecins, infirmières, psychologues et AS
- Plan de lutte contre le harcèlement
- Nouvelle carte scolaire pour la mixité
- Moduler le financement des établissements privés en fonction de leur respect de la carte scolaire
- Restaurer le cadrage national des diplômes
- Fin des cités éducatives, des contrats locaux, du fléchage des moyens en fonction des projets
- Concertation sur les rythmes scolaires
- Revoir la carte et les effectifs en éducation prioritaire
- Former et titulariser les AESH
- Suppression des PIAL
- Réduire partout les effectifs par classe pour faire mieux que la moyenne européenne (19) en fin de mandat
- Recruter 160 000 enseignant.s supplémentaires
- Reconstituer les RASED
- Créer des écoles professionnelles de l'enseignement en lien avec le monde universitaire
- Suppression des APC
- Abrogation de la loi Rilhac
- Mettre en place une aide administrative et éducative aux directric.eurs
- Prérecrutement dès le milieu de l'année de terminale
- Revenir sur la réforme du collège, abroger la réforme du lycée





Thème 1 - Éducation

La gauche de gauche



- Droit à la scolarité à 2 ans
- Augmentation du temps de présence en classe vers 27 h en maternelle et élémentaire et 32 h en collège
- Plus de devoir à l'école
- Augmentation de 45 % du budget de l'EN pour le financier ce projet
- 90 000 recrutements d'enseignants planifiés
- Formation bac + 5 avec pré recrutement avec traitement au 1^{er} échelon
- Elaboration démocratique des programmes avec les enseignants
- Plan de lutte contre le harcèlement
- Baisse des effectifs : 15 en PS, 20 en maternelle et primaire, 25 dans le secondaire, 12 max en EP
- Plan de construction d'établissements publics
- Création d'un métier d'accompagnement des élèves handicapés sous statut public
- Abrogation de la réforme du lycée





Thème 1 - Éducation

- Développer l'éducation aux risques et à l'environnement
- Cantine 100 % bio et local
- Mettre fin aux évaluations anxiogènes
- Recruter 65 000 enseignants
- Repenser la formation des enseignants : formation obligatoire tous les 3 ans, formation aux pratiques pédagogie actives et collaboratives
- Redéfinir les relations entre enseignant et direction pour en finir avec le management descendant
- Réformer la carte scolaire pour mettre fin à la ségrégation sociale
- Elargir le modèle d'éducation prioritaire avec un système de dotation en fonction de la mixité, dans le public et le privé
- Intégrer les AESH à la fonction publique avec un salaire décent
- Au collège, renforcer le principe d'un socle culturel commun
- Deux heures par semaine d'atelier pratique (cuisine, jardinage...)
- 2 heures de pause méridienne dans les collèges et les lycées
- Confier l'élaboration des programmes à une autorité indépendante
- Service public de l'orientation en lien avec les entreprises, les services publics employeurs et les collectivités.
- Revenir sur la réforme du lycée et du bac en réfléchissant à d'autres formes d'évaluation

Le reste de la gauche





Thème 1 - Éducation

- Des états généraux de la pédagogie pour s'inspirer des enseignants qui innovent pour une école ouverte aux nouvelles pédagogies
- Un plan mixité entre les CD, IA et communes pour mettre fin aux collèges ghettos en définissant les mesures les plus adaptées à leur territoire
- Repenser l'enseignement civique pour lutter contre les discriminations
- Lutte contre le harcèlement scolaire : tout cas de harcèlement devra recevoir une réponse de l'institution
- Mentorat à l'échelle des territoires pour lutter contre l'échec scolaire en associant associations et parents.
- Doter les AESH d'un statut pérenne
- Allocation de rentrée scolaire dès la maternelle

Le reste de la gauche





Thème 1 - Éducation

- "L'école c'est d'abord les fondamentaux "
- *"Le projet que je veux défendre c'est réussir à décroisser davantage l'école et donner plus de marge de manœuvre aux équipes pédagogiques sur le terrain. C'est à dire les directeurs d'école, les proviseurs de collège et de lycée en leur donnant plus de moyens, plus de rémunération, plus de capacité à prendre des initiatives«*
- *"Les enfants agités, turbulents, ils font 30 minutes de sport, ça va mieux"*
- "On va réussir à faire venir dans les collèges les entreprises pour mieux orienter les enfants »

La Macronie



E. Macron, Poissy, 7 mars 2022





Thème 1 - Éducation

L'extrême droite et la droite extrême



- Doubler le nombre de centres éducatifs fermés pour mineurs
- Fixer un plafond de non francophones par classe
- Accélérer la signalisation des cas de radicalisation par les enseignants
- suspendre les allocations des parents d'élèves perturbateurs
- Structures de réinsertion scolaire pour les élèves exclus
- Peines d'un an ferme minimum pour tout outrage ou toute agression d'un professeur
- Interdire le voile lors des sorties scolaires
- Deux heures de plus pour le Français et une pour les maths en primaire
- Examen avant l'entrée en 6^{ème} pour orienter des élèves vers une 6^{ème} de consolidation
- Réorienter ou réinsérer les décrocheurs scolaires après signalement immédiat du chef d'établissement
- Créer des « écoles publiques innovantes » 100 % autonome et gratuite dans les quartiers populaires et les territoires ruraux
- Accorder une large autonomie aux établissements
- Confier aux directeurs un vrai rôle de chef d'établissement
- Créer 10 000 postes d'enseignants, surveillants, chefs d'établissement en 5 ans
- Inciter les professeurs expérimentés à aller dans les établissements difficiles avec des primes et des bonus de carrière
- Régionaliser le recrutement des enseignants
- Créer des contrats de missions éducatives de 5 ans
- Développer une orientation personnalisée confiée aux régions





Thème 1 - Éducation

L'extrême droite et la droite extrême



- Remettre au cœur des programmes l'enseignement du français, des mathématiques et de l'histoire.
- Refonder la formation des enseignants
- Rétablir l'autorité de l'institution scolaire par l'instauration d'un uniforme au primaire et au collège tout en sanctionnant les absences et les incivilités.
- Supprimer la bureaucratie de l'Education nationale pour libérer des moyens financiers, réduire les effectifs des classes et arrêter les fermetures d'écoles





Thème 1 - Éducation

L'extrême droite et la droite extrême



- Recentrer l'enseignement autour des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter
- Rétablir le certificat d'études à la fin du primaire
- Mettre un terme au collège unique en instaurant des classes de niveau
- Proposer la voie professionnelle dès 14 ans
- Restaurer les filières S, L, ES
- Refaire du bac un examen terminal, anonyme et national
- Créer des classes d'excellence
- Créer un grand ministère de l'instruction publique
- Interdire la propagande idéologique à l'école
- Multiplier les primes et la rémunération au mérite des enseignants
- Rétablir le port de la blouse en primaire
- Transformer les CPE en surveillants généraux
- Suspendre les allocations des parents d'élèves perturbateurs
- Créer des internats de réinsertion pour les élèves posant de graves problèmes





Thème 1 : Formation, recherche, culture





Thème 1 – Formation, recherche, culture

Enjeu 1 – Supprimer Parcoursup ?

Qui veut faire de Parcoursup « un vrai outil d'orientation sélective à l'université » ?

A – F. Roussel

C – V. Péresse

B – E. Macron

D – E. Zemmour





Thème 1 – Formation, recherche, culture

Enjeu 2 – Quelle finalité pour le lycée professionnel ?

« *Les périodes passées en stage en entreprise augmenteront de 50%, et les jeunes seront rémunérés* » c'est le projet de

A – J-L. Mélenchon

C – V. Péresse

B – E. Macron

D – E. Zemmour





Thème 1 – Formation, recherche, culture

La gauche de gauche



- Suppression de Parcoursup
- Augmentation du nombre de classes (+ 8000) et de lycées professionnels et agricoles publics
- Rétablir le Bac pro 4 ans et le CAP 3 ans
- Service citoyen obligatoire de 9 mois avant 25 ans rémunéré au SMIC (bilan de santé, permis de conduire, formation)
- Financer des plans généraux de thèmes de recherche sur des secteurs d'avenir
- Porter le budget consacré à l'art, à la culture et à la création à 1 % du Produit Intérieur Brut par an
- Créer une association sportive dans tous les établissements scolaires du premier degré





Thème 1 – Formation, recherche, culture

La gauche de gauche



- Abrogation Parcoursup
- + 6 milliards dans l'enseignement supérieur
- Création de 4 nouvelles universités
- Possibilité du bac pro en 4 ans
- CAP dans toutes les filières pro
- Tous les alternants au SMIC au minimum
- Revenus de 850 euros pour tous les étudiant.es financé par l'Etat et une nouvelle cotisation sociale
- Effort de formation continue et requalification pour les secteurs stratégiques (métallurgie, chimie, BTP) pour la décarbonation de l'économie
- Création d'un pôle public du médicament incluant la recherche
- Recrutement immédiat de 15 000 chercheurs sous statut FP
- Création d'un grand ministère de la culture, de l'éducation populaire et des médias





Thème 1 – Formation, recherche, culture

- Remplacer Parcoursup par un système transparent
- Augmenter les heures d'enseignement général au lycée pro
- Créer des filières professionnelles pour tous les métiers
- Développer les lycées polyvalents
- Création de 100 000 places dans les filières courtes de l'enseignement supérieur préparant à la transition
- 10 000 postes d'enseignant-chercheur
- Plan d'investissement public de 25 Md€ par an dans les infrastructures de la transition et le renforcement de la recherche publique
- 1% du PIB alloué à la recherche publique d'ici 2025
- Plan de relance avec 1 milliard de plus par an dans le budget de la culture

Le reste de la gauche





Thème 1 – Formation, recherche, culture

- Supprimer Parcoursup
- Ouvrir plus de place dans les filières supérieures en tension en partenariat avec les régions
- Généraliser l'alternance à l'ensemble des formations
- Augmenter les moyens alloués à la recherche et au développement en matière militaire
- Privilégier la recherche publique et atteindre 3 % du PIB dans la recherche et développement autour de 4 odyssees stratégiques (santé, énergie, mobilité, numérique)

Le reste de la gauche





Thème 1 – Formation, recherche, culture

- Faire du lycée professionnel une voie d'excellence, avec la méthode qui a réussi sur l'apprentissage. Les périodes passées en stage en entreprise augmenteront de 50%, et les jeunes seront rémunérés.
- Rendre Parcoursup plus prévisible en donnant les résultats précis des années précédentes et en accompagnant mieux les familles.

La Macronie





Thème 1 – Formation, recherche, culture

- Faire de Parcoursup un vrai outil d'orientation sélective à l'université
- Accueillir des premières années universitaires dans les lycées
- Développer l'apprentissage en exonérant de toute charge patronale les entreprises
- Rapprocher les lycées professionnels des entreprises en confiant les lycées pro aux régions

Programme de Valérie Pécresse

L'extrême droite et la droite extrême



- Mieux sélectionner les étudiants étrangers

Programme d'Eric Zemmour





Thème 2 : Services publics, salaires et temps de travail, laïcité

Les crises sociales, économiques et écologiques résultant des politiques néolibérales et des logiques d'austérité à l'œuvre depuis plusieurs décennies ont régulièrement rappelé le caractère profondément structurant pour le modèle social de notre pays des services publics et de la Fonction publique qui en assure les principales missions, notamment en garantissant au plus grand nombre l'accès aux droits. Ils sont l'un des outils majeurs pour assurer et améliorer les conditions d'existence de toutes et tous et représentent un puissant levier de répartition de la richesse produite au bénéfice de tou-tes, notamment en matière d'accès aux droits. Ils servent l'intérêt général, autant qu'ils en sont constitutif. La crise sanitaire créée par la pandémie de COVID-19 a montré le rôle essentiel des services publics et de leurs missions, aussi bien dans la gestion de la situation sanitaire que pour les réponses à lui apporter. Cette crise a mis en évidence l'état des services publics et leur manque de moyens, conséquences des politiques néolibérales. Malgré les dégradations subies, dans des conditions de sécurité sanitaire précaires l'engagement sans faille des personnels de l'ensemble de la Fonction publique (hospitalière, territoriale, Etat) souvent laissés seuls, a permis d'assurer la continuité des services publics et de répondre sur tout le territoire aux besoins fondamentaux de la populations.

La nécessité de les renforcer et de reconnaître l'engagement quotidien de leurs agent-es est apparue indispensable au bon fonctionnement de toute la société. Pour la FSU, c'est un point d'appui essentiel pour la défense et la promotion de nos services publics et de la Fonction publique. Cela légitime nos revendications.

À l'inverse, le quinquennat d'Emmanuel Macron est marqué par la poursuite et l'approfondissement de l'offensive néolibérale. Faisant feu de tout bois pour imposer une logique de marchandisation et de concurrence, les principes structurants et les valeurs de la Fonction publique issus du programme du CNR à la Libération et des lois statutaires de 1983-84 sont directement attaqués, notamment celui selon lequel la Fonction publique en tant que celle-ci réalise l'essentiel des missions du service public mises en œuvre par des personnels sous statut.

Le gouvernement redéfinit les orientations stratégiques des politiques publiques tout en se désengageant de leur mise en œuvre sur les collectivités locales et le secteur concurrentiel, en application de son projet néolibéral ou de directives européennes de même objectif. Il enchaîne les réformes, les expérimentations et leur généralisation sans établir le bilan des précédentes. Ce qu'il favorise, c'est une logique de service minimum, à l'opposé de celle de services publics protecteurs et redistributifs, clé de voûte de notre modèle social. C'est dans ce contexte de dégradation de la qualité des services publics que s'opèrent des réorganisations de services, des externalisations de services et de missions voire des privatisations. Véritable cheval de Troie, le projet de loi 3DS (décentralisation, différenciation, déconcentration et simplification) vise la fragmentation de l'action publique et de la mise en œuvre des politiques publiques, aggravant les inégalités et affaiblissant l'accès aux droits déjà fortement remis en cause.

Pourtant, les mouvements sociaux ont rappelé l'exigence majoritaire dans le pays d'une société plus solidaire, plus redistributive, garantissant partout l'accès aux services publics, l'élargissement de leur périmètre et de leurs missions pour répondre à tous les besoins, y compris nouveaux, et notamment ceux liés à l'urgence de la transition écologique que la crise environnementale et climatique impose.

Face à ces enjeux, la FSU revendique la nécessité de protéger et renforcer le statut général des fonctionnaires, de créer tous les emplois statutaires et d'allouer tous les budgets nécessaires pour améliorer les conditions de travail et la reconnaissance salariale. Elle s'engagera, comme elle l'a fait dans le mouvement social de novembre 2019 à mars 2020, pour construire dans l'unité la mobilisation pour défendre le système de retraite par répartition intergénérationnel et solidaire, et faire reculer le gouvernement. Elle rejette toute forme de soumission à la concurrence des services publics et de leurs missions. Elle est déterminée à faire avancer ses revendications, en informant pour mobiliser les personnels dans un cadre unitaire le plus large possible, pour obtenir l'abrogation de la loi du 6 août 2019 dite de « transformation de la Fonction publique » et le dynamitage du statut qu'elle organise, levier managérial de l'offensive néolibérale. Elle revendique également l'abrogation de la loi ASAP qui éloigne les usager-es des services publics.

Adopté au congrès de Metz, janvier 2022





Thème 2 : Services Publics





Thème 2 – Services Publics

Enjeu 1 – Recruter ou supprimer des postes ?

« *Suppression de 200 000 postes de fonctionnaires dans les services suradministrés* » c'est le projet de

A – N. Arthaud

C – V. Péresse

B – E. Macron

D – M. Le Pen





Thème 2 – Services Publics

Enjeu 1 – Nationaliser ou privatiser ?

« Réappropriation publique et sociale de la SNCF, Engie, La Poste, France Telecom » c'est le programme de

A – F. Roussel

C – J.L. Mélenchon

B – E. Macron

D – E. Zemmour





Thème 2 – Services Publics

'extrême gauche



- Création d'un million de postes statutaires





Thème 2 – Services Publics

La gauche de gauche



- Revenir sur les privatisations (aéroports, autoroutes, Française des Jeux, etc.)
- Construire un service public de la dépendance pour aider les seniors à rester à domicile
- Engager un plan pluriannuel d'investissement et de développement des services publics dans les Outre-mer en reprenant le plan dessiné dans les mouvements sociaux
- Titulariser les précaires des trois fonctions publiques





Thème 2 – Services Publics

La gauche de gauche



- Engagement d'une réappropriation publique et sociale de la SNCF, Engie, La Poste, France Telecom
- Nouveau service public de l'emploi et de la formation professionnelle
- 500 000 emplois créés dans la FP et les services publics
- Conception du fonctionnaire citoyen
- Service Public décentraliser du logement pour construire et faire baisser les loyers
- Nationaliser les grands secteurs stratégiques





Thème 2 – Services Publics

Le reste de la gauche



- Nationalisation d'EDF
- Création d'un service public décentralisé pour la rénovation du logement
- Gestion directe de l'eau par les municipalités ou intercommunalités
- Développer le service public de la petite enfance avec 200 000 places en crèche



- Un service public d'accompagnement de la perte d'autonomie pour donner vie à la 5^{ème} branche
- Créer un service public de la petite enfance





Thème 2 – Services Publics

- « Il faut s'attaquer à la structure de l'administration »

Un ministre à France info en février 2022

La Macronie





Thème 2 – Services Publics

L'extrême droite et la droite extrême



- investissement de 5 milliards d'euros dans les forces de l'ordre afin de reconquérir les territoires abandonnés de la République.
- Créer obligatoirement une police municipale armée dans les villes de plus de 5000 habitants
- Création de brigades « coup de poing » dans les quartiers gangrénés par la délinquance (police, justice, fisc)
- 9 milliards d'euros pour recruter 16 000 agents dans les tribunaux
- Service public du soutien scolaire avec des enseignants retraités





Thème 2 – Services Publics

*L'extrême droite et la
droite extrême*



- Renationaliser les autoroutes pour baisser de 15% les péages
- privatiser l'audiovisuel public pour supprimer les 138€ de redevance
- Porter le budget de la défense à 55 milliards d'euros d'ici 2027





Thème 2 – Services Publics

*L'extrême droite et la
droite extrême*



- Construire 10 000 places de prison supplémentaire
- Privatiser l'audiovisuel public et mettre fin à la redevance
- Lutter contre la fraude sociale : imposer un contrôle systématique des allocataires par les organismes sociaux
- Mettre en place une carte vitale à empreintes digitales





Thème 2 : Salaires et temps de travail





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

Enjeu 1 – Salaires : quelle répartition de la richesse produite ?

Augmenter les salaires en diminuant les cotisations, c'est le programme de :

A – M. Le Pen

C – V. Péresse

B – E. Zemmour

D – J.L. Mélenchon





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

Zoom : L'augmentation des salaires nets financés par les salariés dans les programmes de la droite et de l'extrême-droite, par la baisse des cotisations sociales, au détriment du financement de la protection sociale



Une augmentation des salaires....

Financée par les salarié.es !



Droite et extrême-droite

- Augmentation des salaires ?
 - Salaires nets.
 - En contrepartie de diminution des cotisations sociales « employeurs ».



Florilège

- VP : « Augmenter de 10 % en 5 ans le salaire net de ceux qui touchent moins de 2800 euros par mois en baissant les charges et si les entreprises n'y parviennent pas, l'Etat prend le relais. Défisicaliser toutes les heures supplémentaires. »
- EM : « Tripler le plafond de la « prime Macron » qui permet actuellement aux entreprises de verser à leurs salariés jusqu'à 1000 euros sans cotisations sociales ni impôts. »
- MLP : « Permettre aux entreprises une hausse des salaires de 10% (jusqu'à 3 smic) en exonérant cette augmentation de cotisations patronales. »
- EZ : « Augmenter le salaire des travailleurs modestes, jusqu'à 100 euros par mois pour le SMIC grâce à la baisse des impôts sociaux, Exonérer totalement les heures supplémentaires, Créer une prime « zéro charge » au mérite versée par l'employeur et représentant jusqu'à 3 mois de salaire net. »

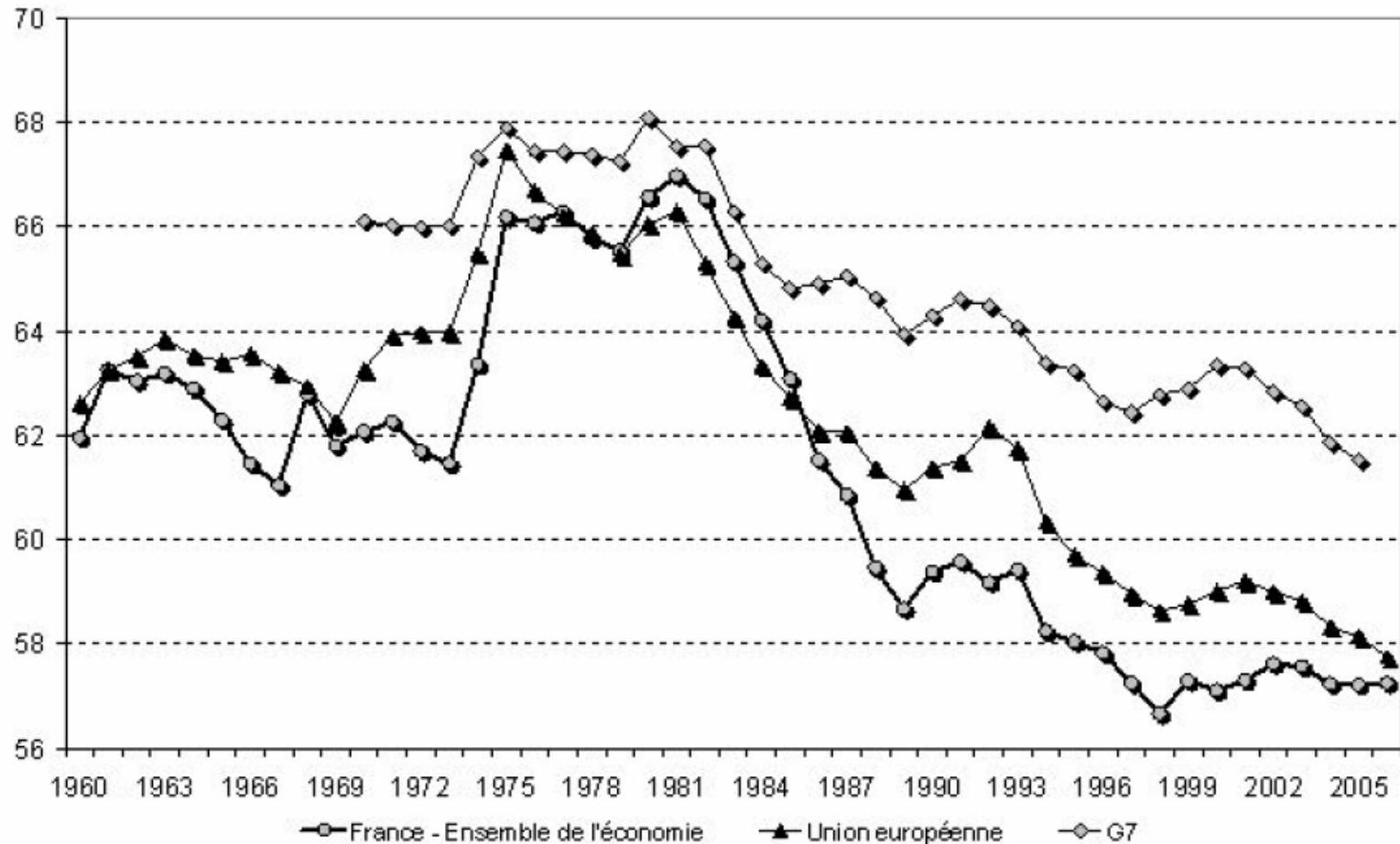


Exonérations de cotisations sociales

- Quinzaine de mesures en France depuis 1990.
 - Aucun emploi net créé.
 - Effets d'aubaine.
 - Effets de substitution.
 - Coût élevé pour les finances publiques et fiscalisation rampante.
 - Poursuite de la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée.
- 

Graphique 1

La part salariale : France, Europe, G7



Sources : Insee (2006), Commission européenne (2007), FMI (2007)

Salaires et durée du travail

- Va de pair avec allongement de la durée du travail et remise en cause des 35 h (défiscalisation des heures supplémentaires).





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

Enjeu 2 – Réduction du temps de travail ou revenu d'existence ?

Quel candidat propose la « *Création d'un revenu citoyen automatique à partir de 18 ans* »

A – A. Hidalgo

C – Y. Jadot

B – F. Roussel

D – J.L. Mélenchon





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

Zoom : Revenu d'existence : cheval de Troie du néolibéralisme, renoncement à l'objectif de plein-emploi, versus une vraie RTT



Le revenu d'existence, cheval de troie du néolibéralisme



Le revenu universel ou revenu d'existence : de quoi s'agit-il ?

- Allocation **inconditionnelle**, **individuelle**, **identique** (forfaitaire).
 - **Propositions qui diffèrent**
 - par leur **montant** : inférieur au RSA, équivalent au RSA, supérieur (env. seuil de pauvreté).
 - par leur **principe d'attribution** : droit à l'existence, citoyenneté, contrepartie d'activités non rémunérées.
 - par leur **modalité de financement** et leur articulation avec les prestations sociales existantes : suppression totale, suppression partielle, maintien.
 - Par leur **objectif**.
- 

Deux grandes catégories de propositions.

- Conception « libérale » : pour un fonctionnement plus flexible du marché du travail et une « meilleure » gestion de la pauvreté.
- Conception « progressiste » : pour une libération du travail et de la société de consommation.
- Mais la frontière est parfois floue entre les deux.



Une tentative de chiffrage

1) Allocation mensuelle de 100 € = 1/5 du RSA -

→ 80 mds € /an (65 millions * 12 * 100 €)

= 3,5 % du PIB (> à Impôt sur le revenu).

Coût des 10 minima sociaux = 24 mds €

Seuil de pauvreté : 840 € avant impôts ou prestations sociales, 1000 € après

2) Allocation de 460 € = RSA (540 €) → 360 mds € /an
= 16 % du PIB. (projet Liber).

3) Allocation de 800 € → 650 mds € / an

= 28 % du PIB, l'équivalent de l'ensemble de la protection sociale.

(D. Clerc, *L'Economie politique* n° 071 - juillet 2016)

La question du financement

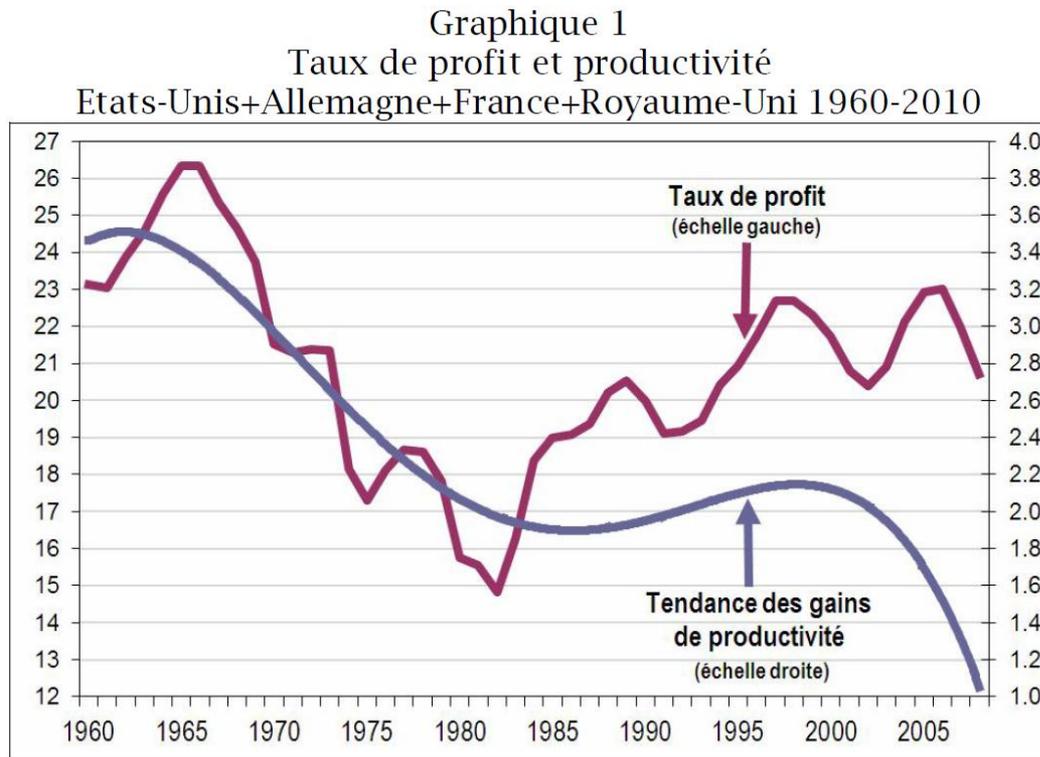
- **Décalage** considérable entre l'allocation individuelle (qui permet difficilement de sortir de la pauvreté, filet de sécurité), et le montant énorme de la dépense globale.
 - **Aucune proposition d'un niveau suffisant** ne peut fournir de solution de financement en évitant la suppression totale ou partielle de la protection sociale (ou des services publics).
 - **Risque de versement d'une somme (500 à 1000 €) pour solde de tout compte** : payer ses soins, ses études, sa retraite, etc.
- **risque d'une société duale et d'inégalités accrues** (cf. santé Etats-Unis).
- 

Une liberté plus grande pour le patronat

- **Sur l'emploi** : avec le renoncement au plein-emploi, les entreprises seraient **dédouanées de la responsabilité d'investir et de créer des emplois**. Cette proposition est souvent présentée comme une alternative à une RTT collective et égalitaire, imposée par la loi.
 - **Sur les salaires** :
 - **Possibilité pour les employeurs d'abaisser le coût du travail**, les bas salaires étant complétés par un revenu fourni par la collectivité.
 - **Le partage se ferait entre salariés et chômeurs, sans toucher à la part des profits**, alors que la part des salaires dans la valeur ajoutée n'a cessé de diminuer depuis 30 ans.
- 

La « fin du travail » : une idée erronée

« *C'est quand les gains de productivité ralentissent que le chômage explose.* » (M. Husson, 2014).



Source : Ameco + calculs propres





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

'extrême gauche



- Pas un revenu en dessous de 1800 euros nets
- Augmenter tous les revenus de 400 euros
- Indexer les salaires sur les prix
- Semaine de 28 heures sur 4 jours
- 6^{ème} semaine de congés payés
- Interdiction des licenciements
- Revenu d'autonomie pour tous les jeunes de 16 à 25 ans
- Gratuité pour les besoins essentiels:
 - se loger, se déplacer, se nourrir,
 - se chauffer, se soigner, étudier...





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

La gauche de gauche



- SMIC à 1400 euros
- Hausse immédiate de 13 à 15 % du salaire des profs pour compenser le gel du point d'indice
- Négociation ensuite sur les salaires
- Bloquer les prix des produits de première nécessité
- Appliquer vraiment les 35 h / 32 h pour les métiers pénibles ou de nuit
- 6^{ème} semaine de congés payés
- 10 % de contrats précaires max dans les PME, 5 % dans les grandes entreprises
- allocation d'autonomie de 1063 euros pour les jeunes qui étudient à la faculté et en lycée professionnel





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

La gauche de gauche



- SMIC à 1500 euros
- Augmentation des salaires de la Fonction Publique de 30 % et dégel du point d'indice
- Aucune pension sous 1200 euros
- Semaine de 32 heures
- Le CDI redevient la norme





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

- SMIC à 1500 euros
- Revaloriser le salaire des enseignants
- Création d'un revenu citoyen automatique à partir de 18 ans à 920 euros minimum
- Convention citoyenne sur la question du temps de travail avec l'ambition de le réduire
- Sanctionner les contrats courts
- Limiter la contractualisation dans la FP
- L'employeur finance 1000 euros par an pour les trajet doux domicile-travail

Le reste de la gauche





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

- + 200 euros net par mois pour le SMIC
- Création d'un minimum jeunesse sous condition de ressources
- Dotation d'un capital de 5000 euros à chaque jeune à ses 18 ans
- Les rémunérations qui dépassent l'écart de 1 à 20 ne seront plus déductibles de l'impôt sur les sociétés
- Inciter les entreprises qui le souhaitent à avancer vers la réduction du temps de travail
- Porter progressivement la rémunération des enseignants au niveau de celui des cadres, en commençant par les débuts de carrière

Le reste de la gauche





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

- Un pacte proposé à tous les enseignants avec, pour ceux qui l'acceptent, de nouvelles missions et des rémunérations augmentées en conséquence.

La Macronie





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

L'extrême droite et la droite extrême



- Augmenter de 10 % en 5 ans le salaire net de ceux qui touchent moins de 2800 euros par mois en baissant les charges et si les entreprises n'y parviennent pas, l'Etat prend le relais
- Augmenter les rémunérations des enseignants en début de carrière, de ceux qui acceptent des missions supplémentaires ou qui enseignent dans les territoires ruraux ou particulièrement difficiles
- Créer un revenu jeune actif de 670 euros par mois pour les jeunes qui se forment aux métiers sous tension
- Sortir des 35 heures
- Défisicaliser toutes les heures supplémentaires
- Elargir la participation des salariés au capital de l'entreprise





Thème 2 – Les salaires et le temps de travail

L'extrême droite et la droite extrême



- Permettre aux entreprises une hausse des salaires de 10% (jusqu'à 3 smic) en exonérant cette augmentation de cotisations patronales
- Revaloriser les salaires des enseignants



- Augmenter le salaire des travailleurs modestes, jusqu'à 100 euros par mois pour le SMIC grâce à la baisse des impôts sociaux
- Exonérer totalement les heures supplémentaires
- Créer une prime « zéro charge » au mérite versée par l'employeur et représentant jusqu'à 3 mois de salaire net.





Thème 2 : zoom laïcité

La laïcité est un principe essentiel pour garantir l'absolue liberté de conscience, l'égalité des droits, devant la loi et ainsi les libertés de chacun-e. Elle est un des outils favorisant l'émancipation.

Le statut des fonctionnaires est un des instruments pour des services publics qui respectent la liberté d'opinion et d'expression de toutes et tous les usager-es. (...)

La FSU s'oppose à toute modification de la loi de 1905 qui organise la séparation des églises et de l'État, sa stricte neutralité en matière religieuse et la liberté de conscience pour chaque citoyen-ne et le non-financement des cultes. (...) Elle demande son application sur l'ensemble du territoire, réaffirme son exigence d'abrogation du régime concordataire, dont l'enseignement religieux, de l'Alsace-Moselle comme de tous les régimes particuliers. Elle exige l'application complète du principe de laïcité alors que tant d'entorses lui sont encore faites. (...) Pour la FSU la laïcité est indissociable des luttes sociales pour une société juste, égalitaire et démocratique. (...) La FSU rappelle son exigence que les fonds publics ne financent que les écoles et établissements publics. En mettant à mal la mixité sociale et scolaire, l'école privée est en effet un obstacle à la réussite de tous les élèves et un facteur d'accroissement des inégalités. Elle dénonce les financements au-delà des obligations légales de l'enseignement privé, l'attribution du caractère d'utilité publique à des fondations qui financent des établissements hors-contrat, ainsi que les contournements de la loi pour soutenir des établissements sous ou hors contrats. La FSU exige le retrait du référencement des écoles privées hors contrat sur le site du ministère.

La FSU continue d'exiger l'abrogation de toutes les lois favorisant et organisant le financement de l'enseignement privé.

(...)

En abordant le principe de laïcité sous le seul angle des « atteintes » qui pourraient lui être faites, comme par exemple dans le rapport Obin, le gouvernement le transforme en dogme et en instrument de division de la société. L'obligation de formation à la laïcité portée par le gouvernement veut réduire la laïcité à un catéchisme, une norme à contrôler, privée de toute ambition réelle. Le cahier des charges sur le continuum de formation sur la laïcité ainsi que l'épreuve orale des concours de recrutement participent de cette politique.

La FSU dénonce le dévoiement de la laïcité par de pseudo concepts qui créent un climat de défiance au risque de disqualifier les travaux scientifiques.

La FSU salue à nouveau la mémoire de notre collègue Samuel Paty, victime de l'intégrisme islamiste, parce qu'il exerçait, avec une haute idée de celle-ci, sa mission de service public.

L'État et ses représentant-es doivent protéger et soutenir les personnels quand ils sont menacés, empêchés d'exercer leurs missions ou d'enseigner les programmes. La FSU dénonce les pressions de tous les intégrismes sur l'institution scolaire et ses personnels.

La FSU condamne l'instrumentalisation de la laïcité à des fins sécuritaires, de limitation de l'exercice des libertés publiques et de stigmatisation de certaines catégories de la population, notamment celles perçues comme musulmanes. L'expression des options spirituelles doit évidemment rester un droit dans l'espace public. Elle réaffirme que la laïcité respecte le droit de chacun •e de croire comme de ne pas croire, et refuse la logique du bouc émissaire ou de l'exclusion. La FSU s'inquiète de la promotion d'une laïcité identitaire et excluante, ayant chez certain-es pour objectif de flatter des élans racistes.

La FSU s'inquiète de la montée de tous les intégrismes religieux, et de l'entrisme des intérêts privés, marchands ou politiques dans les services publics.

La loi dite "de l'école de la confiance" autorise une entorse nouvelle au principe de neutralité avec la création d'établissements publics qui pourront recevoir des financements privés.

(...)

La FSU condamne avec fermeté toutes les formes d'extrémisme qui bafouent la liberté de conscience, recourent à l'illégalité et à la terreur pour imposer leurs inacceptables conceptions. La détermination avec laquelle ces extrémismes doivent être combattus ne peut être confondue ni avec un renoncement au pluralisme, ni avec une restriction des libertés ni avec l'imposition d'une idéologie gouvernementale, telle que présente dans nombre de dispositifs de la Loi confortant le respect des principes républicains. Le rôle de l'État est de garantir le respect des lois et des principes républicains comme d'assurer la liberté de conscience, et non d'imposer une opinion aux citoyen-nes.

La loi « confortant les principes républicains » veut revenir à un régime concordataire instaurant un lien entre Églises et État tout en facilitant le financement des cultes. La FSU s'oppose aux dispositions anti-laïques et attentatoires aux libertés publiques présentes dans cette opération politicienne. La FSU continue de dénoncer cette loi qui vient encore fragmenter la société française et qui dès son élaboration a donné l'occasion de jeter une suspicion généralisée à l'encontre des personnes de confession musulmane ou perçues comme telles, comme sur toutes les associations et les citoyennes et citoyens engagé-es.

Plus que jamais la FSU réaffirme sa volonté de défendre et surtout promouvoir le principe égalitaire et émancipateur de la laïcité.





Thème 2 – Laïcité

Enjeu – Changer la loi de 1905 ?

Quels candidats souhaitent le respect strict de la loi de 1905 ?

A – J.L. Mélenchon

C – Y. Jadot

B – F. Roussel

D – E. Zemmour





Thème 2 – Laïcité

'extrême gauche



- *Libre habillement pour les lycéen·ne·s*





Thème 2 – Laïcité

La gauche de gauche



- S'en tenir à la loi de 1905
- Abroger le concordat d'Alsace Moselle et les statuts spécifiques des outre mers
- Refuser le financement public pour les édifices religieux, culturels ou d'établissements confessionnels
- Réserver les fonds publics à l'école publique ; abrogation de la loi Carle



- Débat engagé dans les territoires concernés pour la sortie du régime concordataire





Thème 2 – Laïcité

Le reste de la gauche



- Faire scrupuleusement appliquer la loi de 1905 et s'opposer à toute instrumentalisation de la laïcité.



- Sanctionner les atteintes à la laïcité dans l'école





Thème 2 – Laïcité

Rien

La Macronie





Thème 2 – Laïcité

L'extrême droite et la droite extrême



- Interdire le port du voile forcé
- Interdire le burkini.

- interdiction dans l'espace public des tenues islamistes

- Interdire le port du voile dans l'espace public





Thème 3 : Ecologie, protection sociale, droits et libertés, droits des femmes

Les conséquences de la pandémie confirment les méfaits d'un système capitaliste et productiviste qui aggrave les inégalités sociales et détruit les équilibres sociaux et environnementaux en maintenant le modèle d'une croissance infinie dans un monde aux ressources limitées. Sa gestion a montré la nécessité de la puissance publique et le rôle indispensable des services publics. Pourtant, chaque accalmie sur le front sanitaire voit des discours vantant le libéralisme exacerbant la concurrence à outrance. Aujourd'hui des débats émergent, même aux États-Unis avec un discours affichant une remise en cause de la concurrence fiscale entre pays ou la promotion de plans de relance ambitieux.

Nonobstant les milliards débloqués à court terme pour le secteur privé, l'austérité demeure pour les populations – notamment dans l'UE – tandis que les enjeux environnementaux ne sont pas pris en compte. En effet, ces politiques qui restent néolibérales ont pour effet de creuser les inégalités. Elles conduisent à toujours plus de précarité et de pauvreté, partout sur la planète, en affaiblissant le lien social et les solidarités et aiguissent les tensions géopolitiques. Les États se plient aux multinationales et aux intérêts des plus riches en favorisant l'accumulation du capital par dépossession de conquies sociaux et de biens communs et en leur versant des aides publiques sans conditions conduisant à des profits record.

La recherche effrénée de profits détruit les écosystèmes en dérégulant le climat et la nature. Les plus pauvres sont les premières victimes de ces dérèglements. Il y a urgence à basculer vers des modes de consommation et de production qui ne soient plus dépendants des énergies fossiles, pour favoriser l'efficacité et la sobriété énergétiques. Nos sociétés doivent faire de la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux leur priorité, en privilégiant les services publics. La nécessaire transformation du système, pour être juste socialement, implique que les premiers responsables soient les principaux contributeurs et que le financement s'accompagne d'une réduction des inégalités.

Sur le terrain politique, le projet néolibéral continue de voir sa légitimité se déliter. Face à la contestation, ce sont des dérives liberticides et répressives, la dépossession démocratique qui sont le plus souvent mobilisées pour imposer les mesures impopulaires. En France, exploitant toutes les potentialités d'une Vème République taillée pour la toute puissance présidentielle, E. Macron exerce le pouvoir de manière solitaire et autoritaire : état d'urgence prolongé, parlement réduit à enregistrer les décisions prises par le conseil de défense durant la crise sanitaire, contournement des organisations syndicales, répression violente des mouvements sociaux, non-respect de ses engagements vis-à-vis de la convention citoyenne pour le climat... La confiance envers les institutions, les corps intermédiaires et le fonctionnement démocratique sont à nouveau mis à mal.

Mais des mouvements de résistance émergent ou se renforcent à l'échelle internationale comme les mobilisations féministes, celles pour la justice sociale, pour la justice climatique, contre le colonialisme, contre le racisme ou pour davantage de démocratie. Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale de la FSU s'inscrit pleinement dans ces recherches d'alternatives, sources d'espoirs, en s'engageant notamment dans le collectif « Plus jamais ça ». Elles sont une nécessité pour rompre avec un système capitaliste mortifère, pour mettre en échec le libéralisme, contrer la progression des forces nationalistes, néo-conservatrices et d'extrême droite et pour ouvrir la voie à une société de solidarité et d'émancipation. Les services publics que nous défendons sont une réponse aux inégalités et à la crise climatique. La défense des droits et des libertés des peuples, des droits sociaux, environnementaux et démocratiques est un enjeu majeur.

Adopté au congrès de Metz, janvier 2022





Thème 3 : écologie





Thème 3 – Écologie

Enjeu 1 – Le nucléaire : stop ou encore ?

Parmi ces candidats, un seul souhaite sortir du nucléaire

A – J.L. Mélenchon

C – M. Le Pen

B – F. Roussel

D – E. Zemmour





Thème 3 – Écologie

Enjeu 2 – Les transports gratuits ?

Qui souhaite développer des transports 100 % gratuits et publics

A – J.L. Mélenchon

C – M. Le Pen

B – F. Roussel

D – P. Poutou





Thème 3 – Écologie

Enjeu 3 – Les traités de libre échange ?

Qui souhaite un moratoire sur la signature des traités de libre échange ?

A – J.L. Mélenchon

C – Y. Jadot

B – F. Roussel

D – E. Macron





Thème 3 – Écologie

'extrême gauche



- Création de services publics de l'énergie (nationalisation d'EDF, Engie, Veolia, Total...) et du médicament (réquisition de Sanofi et des grosses industries du secteur)
- Arrêt du nucléaire en 10 ans,
- développement des énergies renouvelables et arrêt des industries polluantes
- Pour des transports publics accessibles à tout-e-s, il faut étendre les réseaux existants et instaurer la gratuité déjà en place dans 35 villes





Thème 3 – Écologie

La gauche de gauche



- Constitutionnaliser la règle verte : on ne prélève pas davantage à la nature qu'elle est en état de reconstituer
- Pôle public des transports. Renationalisation de la SNCF
- Planifier le 100 % d'énergie renouvelable pour sortir du nucléaire et des énergies fossiles
- Développer les énergies marines renouvelables
- Etablir par référendum la liste des biens communs qui doivent passer sous propriété collective
- Interdire l'élevage industriel
- Rendre gratuits les transports en commun urbains dans les villes et les TER et cars régionaux pour les moins de 25 ans, les privé-es d'emploi et les usager-es disposant de faibles revenus
- Fin des traités de libre échange





Thème 3 – Écologie

La gauche de gauche



- Plan d'investissement financé par les bénéfices des grandes entreprises et les transports les plus polluants
- Faire baisser le prix des carburants
- Aides à l'acquisition de véhicules légers
- Réouverture des petites lignes
- Gratuité des transports collectifs urbains qui deviendront biens communs
- Développement du fret ferroviaire et fluvial
- Loi pour la rénovation du bâti
- Investissement dans les énergies renouvelables
- Investissement dans le nucléaire avec 6 EPR supplémentaires
- Grand ministère de la mer
- Empêcher le développement des élevages industriels
- Plan de lutte contre la pollution plastique
- Agir pour faire des vaccins et des médicaments des biens communs universels
- Fin des traités de libre échange





Thème 3 – Écologie

- Constitutionaliser la protection du climat
- Electricité 100 % renouvelable : + 7 parcs éoliens, + 340 km² de panneaux surtout sur les toits et parkings, méthaniseurs...
- Soutenir les projets énergétiques citoyens
- Sortir du nucléaire ; dix réacteurs fermés d'ici 2035
- Fin des passoirs thermiques dans le logement
- Fin de la vente des véhicules thermiques d'ici 2030
- Relocalisation de la production de voitures électriques
- Réouverture des petites lignes et plan ferroviaire
- Interdiction des lignes aériennes si le trajet en train dure moins de 4 h
- Taxer les vols internationaux
- Fournir à chaque jeune un vélo
- Stopper la bétonisation
- Fin de la chasse le week end et pendant les vacances scolaires
- Interdire le plastique à usage unique d'ici 2030
- Limiter la publicité
- Sortir de l'élevage industriel
- Diviser par deux l'usage des pesticides et engrais de synthèse d'ici 207
- Moratoire sur la signature de traités de libre échange
- Transports en commun gratuits pour les jeunes et les familles en difficulté

Le reste de la gauche





Thème 3 – Écologie

- Créer un défenseur de l'environnement sur le modèle du défenseur des droits
- Des énergies renouvelable à 100 % aussi rapidement que possible
- Pas de construction d'EPR ou petits réacteurs
- Nucléaire comme énergie de transition sans sortie précipitée
- Rendre accessibles aux particulier des véhicules électriques par prêt avec option d'achat
- Un million de bornes électriques, surtout en zone rurale
- Investissement dans le ferroviaire pour le retour des petites lignes, trains de nuit, fret
- Plan pluriannuel de rénovation du logement avec avance des frais et remboursement au moment de la revente ou de la succession
- Encadrement des loyers en fonction de la performance énergétique
- Interdiction du glyphosate et des néonicotinoïdes dans les 100 jours.
- Un plan de relocalisation des activités économiques
- Reconnaissance du crime d'écocide

Le reste de la gauche





Thème 3 – Écologie

- Poursuivre la construction de 6 premières centrales nucléaires nouvelle génération, la multiplication par 10 de notre puissance solaire et l'implantation de 50 parcs éoliens en mer d'ici 2050,

La Macronie





Thème 3 – Écologie

L'extrême droite et la droite extrême



- Relancer la politique énergétique en s'appuyant sur le nucléaire
- Assouplir les entraves à la construction dans les zones rurales
- Refuser la stratégie zero phyto
- Miser sur les biocarburants
- Instaurer une taxe carbone aux frontières



- Rendre aux ménages les 5 milliards de subventions aux éoliennes
- Arrêter les projets éoliens
- Relancer la filière nucléaire, hydroélectrique et investir dans la filière hydrogène
- Interdire l'abattage sans étourdissement
- Revoir les accords de libre échange qui ne respectent pas les intérêts de la France



- Mettre fin à tous les projets éoliens
- Privilégier les circuits courts dans la restauration collective
- Développer l'électricité et l'hydrogène dans les transports en commun
- Opposer un veto à toute négociation européenne de traité de libre échange
- Relancer la filière nucléaire avec 14 nouveaux réacteurs





Thème 3 : Protection sociale





Thème 3 – Protection sociale

Enjeu 1 – Quelle retraite ?

60 ans, 42 annuité, 75 % du revenu net, c'est le programme de

A – F. Roussel

C – E. Macron

B – Y. Jadot

D – E. Zemmour





Thème 3 – Protection sociale

Enjeu 2 – Le 100 % sécu

Quels candidats se prononcent en faveur du mandat de la FSU du 100 % sécu ?

A – F. Roussel

C – J. L. Mélenchon

B – Y. Jadot

D – M. Le Pen





Thème 3 – Protection sociale

Enjeu 3 – Des aides sociales sous conditions ?

Quels candidats veulent conditionner les aides sociales

A – M. Le Pen

C – E. Macron

B – E. Zemmour

D – V. Péresse





Thème 3 – Protection sociale et santé

'extrême gauche



- Retraite à 60 ans avec 37 annuités
- Former et embaucher 200 000 hospitaliers
- Ouvrir 100 000 lits
- Exproprier les grands groupes pharmaceutiques
- En finir avec les brevets
- Interdiction des dépassements d'honoraires
- Remboursement à 100 % de tous les soins et médicaments





Thème 3 – Protection sociale et santé

La gauche de gauche



- Retraite à 60 ans à taux plein avec 40 annuités
- Reconstruire le service hospitalier et instaurer le 100 % Sécu en intégrant les mutuelles à la Sécu.
- Organiser l'élection des administrateurs de la Sécurité sociale par les assurés eux-mêmes



- Retraite à 60 ans avec 75 % du revenu net dans le privé et le public ; calcul sur 10 ans dans le privé ; 10 ans ou six derniers mois dans le public (+ avantageux)
- Taux plein pour carrières complète de 18 à 60 ans (42 annuités)
- Aller vers une véritable prise en charge à 100 % par la Sécu
- Développement des centres de santé
- Plan de développement de l'hôpital public avec création de 100 000 emplois
- Fin du T2A
- RSA ouvert aux moins de 25 ans
- Création d'une cotisation additionnelle sur les revenus financiers
- Augmenter le nombre de médecins





Thème 3 – Protection sociale et santé

Le reste de la gauche



- Pas de recul de l'âge de la retraite
- Départ plus tôt pour les métiers pénibles
- Retour des CHSCT
- Au moins 8 personnels pour 10 résidents en EHPAD
- Allocations familiales à 70 euros par mois dès le 1^{er} enfant
- Plan d'urgence pour l'hôpital Public avec reprise de la dette et recrutement de 100 000 infirmier.es
- Tarification à l'activité pour les seuls actes techniques et programmables
- Doubler les capacités d'accueil des universités de médecine
- Favoriser le salariat des médecins dans les maisons de santé
- Deconjugaliser l'AAH



- Âge légal de départ plafonné à 62 ans et rétablissement des 4 critères de pénibilité enlevés
- Modification des règles de tarification à l'acte
- Accroître les capacités des fac de médecine jusqu'à 15 000 médecins par an
- Recrutement de 25 000 infirmier.es et aides soignants.
- Une année de professionnalisation en fin d'internat dans les déserts médicaux
- Rétablissement des CHSCT dans les entreprises de plus de 50 salariés
- Plus de personnel dans les EHPAD à repenser
- Individualiser l'AAH





Thème 3 – Protection sociale et santé

La Macronie



- Le relèvement progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans
- proposer un cumul emploi-retraite plus simple et plus avantageux, pour ceux qui souhaitent travailler plus longtemps et effectuer une transition souple vers la retraite





Thème 3 – Protection sociale et santé

L'extrême droite et la droite extrême



- Garantir une retraite d'au moins un SMIC net par mois
- Accentuer la dégressivité des allocations chômage à partir de 6 mois
- Pour conserver les allocations, les chômeurs se forment dans les métiers qui recrutent
- Rétablir l'universalité des allocations familiales
- 900 euros d'allocations par mois dès le premier enfant
- Créer une prime de natalité de 900 euros
- Augmenter de 15 % les allocations des 2^{ème} et 3^{ème} enfants
- Déconjugaliser l'allocation aux adultes handicapés
- Réserver les prestations sociales non contributives aux Français ou résidents depuis 5 ans
- Créer une 4^{ème} année de formation dans un désert médical
- Doubler le nombre de médecins formés d'ici 5 ans
- Plus d'autonomie aux chefs de service
- Plus d'autonomie et de souplesse aux hôpitaux
- Ne pas remettre en cause la tarification à l'activité
- Recruter 25 000 soignants à l'hôpital
- Passer de 25 à 30 euros pour une consultation chez un généraliste





Thème 3 – Protection sociale et santé

L'extrême droite et la droite extrême



- Réserver les aides sociales aux Français
- Conditionner à 5 années de travail en France les prestations de solidarité
- Réindexer les retraites sur l'inflation
- Minimum vieillesse à 1000 euros et augmentation des petites retraites
- Refuser tout allongement de l'âge de départ à la retraite
- Retraite à 60 ans pour ceux qui ont travaillé avant 20 ans et ont 40 annuité
- Accroître le nombre de personnels en EHPAD
- Deconjugaliser et augmenter l'AAH
- Plan de soutien pour la santé de 20 milliards d'euros
- Revaloriser les salaires des soignants
- Création d'urgences gériatriques
- Augmenter le nombre de maisons de santé



- Suspendre les aides sociales pour les parents de mineurs délinquants et criminels
- Supprimer les aides sociales pour les étrangers extra européens
- Supprimer l'AME
- Revenir à l'universalité des allocations familiales sans condition de ressources
- Instituer une bourse de 10 000 euros pour toute naissance dans les communes rurales
- Recruter 1000 médecins salariés pour soigner dans les centres de santé départementaux et communaux
- Supprimer les aides sociales aux délinquants et à leurs parents s'ils sont mineurs





Thème 3 : Fiscalité et financement





Thème 3 – Fiscalité et financements

Enjeu 1 – Quels financements pour la sécurité sociale ?

Quels candidats veulent baisser les charges sociales ?

A – F. Roussel

C – E. Macron

B – E. Zemmour

D – M. Le Pen





Thème 3 – Fiscalité et financements

Zoom : Financement de la protection sociale : risques de la fiscalisation et enjeux de la défense de la cotisation.



Financement de la protection sociale

Risques de la fiscalisation

Enjeux de la défense de la cotisation



Deux modèles historiques des systèmes de protection sociale

- Modèle « bismarckien », assurantiel, financé par la cotisation, partie du salaire brut, ou salaire socialisé. Caisses indépendantes gérées par représentant.es des salarié.es et du patronat. Droits fondés sur l'activité.
- Modèle «beverigien », « assistanciel », financé par l'impôt. Budget de l'Etat. Droits fondés sur la citoyenneté.



En France

- **Modèle hybride :**
 - Financé par la cotisation.
 - Mais à vocation universelle : fondé sur l'objectif de plein-emploi.
- **Rôle des « institutions du salariat » (B. Friot) :**
SMIC, mensualisation du salaires, accords de branche, statut de la fonction publique, salaire socialisé.

Fiscalisation : le projet du patronat.

- Objectif : diminuer le coût du travail et exonérer le patronat du financement de la protection sociale.
- Depuis les années 1990, une quinzaine de mesures d'exonérations des cotisations sociales « employeurs », aucune création d'emploi.
- Fiscalisation rampante depuis la création de la Cotisation sociale généralisée (CSG) en 1991.



Fiscalisation : les dangers pour le salariat.

- Revient à **diminuer les salaires** et à exonérer le patronat du financement de la protection sociale.
- Risque d'**étatisation** (perte de contrôle des représentant.es des salarié.es sur les recettes).
- Risque de **recul du caractère universel** des prestations (ciblage sous condition de ressources, réduction à filet de sécurité en complément d'assurances privées.)





Thème 3 – Fiscalité et financements

Enjeu 2 – Faut-il rétablir l'ISF ?

Quels candidats ne veulent pas rétablir l'ISF

A – F. Roussel

C – E. Macron

B – E. Zemmour

D – M. Le Pen





Thème 3 – Fiscalité et financements

Zoom : « Les candidats des inégalités » : augmentation des inégalités primaires (revenus d'activité, revenus du patrimoine), recul de la redistribution notamment fiscale.



A droite et à l'extrême-droite : Les candidats des inégalités



Les inégalités peuvent évoluer de deux manières

- Par la **répartition primaire** des revenus et des patrimoines (avant tout prélèvement et toute redistribution).
- Par la **politique redistributive**, notamment la **fiscalité** et les **prestations sociales**.
- Les programmes des 4 candidat.es présentent des **ressemblances frappantes !**



Augmentations des inégalités primaires.

- Pas d'augmentation du SMIC ni des salaires (par ex. point d'indice des fonctionnaires).
- « *Travailler plus pour gagner plus* » :
 - EM, VP : enseignant.es.
 - Exonération heures supplémentaires (tous).
- Augmentation des salaires nets financée par **diminution des cotisations sociales**.
 - EM : suppression des cotisations sociales salariales maladie et chômage, hausse de la CSG.



Une fiscalité en faveur des plus riches

- **Recul de la fiscalité progressive.**

- **Impôt sur le revenu** : pas d'amélioration de la progressivité. Exonération des moins de 30 ans (MLP). Augmentation du plafond du quotient familial (EZ).
- **Maintien du prélèvement forfaitaire unique (PFU), *flat tax*** sur les revenus financiers.
- **Maintien et/ou revalorisation des niches fiscales** (ex : VP, augmentation crédit d'impôts pour emplois à domicile).



Une fiscalité en faveur des plus riches : recul de la fiscalité progressive.

- En finir avec l'imposition du patrimoine.
 - A la place de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) :
 - ISF supprimé par EM, Impôt sur la fortune immobilière (IFI) = -3,5 mds € de recettes.
 - VP, EZ : exonération partielle ou totale de la résidence principale.
 - MLP : remplacer l'IFI par un impôt sur la fortune financière. Redirigerait l'épargne vers les placements immobilier --→ hausse des prix.
 - **Vers une France des héritiers : remise en cause des droits de succession.** Augmentation du montant possible des donations.



Une fiscalité en faveur des grandes entreprises

- Poursuite de la diminution de l'Impôt sur les sociétés (IS) : taux nominal déjà passé de 33,3 % à 25 %.
- VP : renforcement du Crédit d'impôt recherche (CIR) sur les PME (niche fiscale optimisée).
- Diminution des Impôts de production (tous).



Destruction du modèle social

- Renforcement de la dégressivité des allocations-chômage (EM, VP).
- Retraite à 65 ans (EM).
- Mesures natalistes et discriminatoires (VP, EZ, MLP).





Thème 3 – Fiscalité et financement

La gauche de gauche



- Rétablir l'ISF
- Impôt vraiment progressif avec 14 tranches
- Suppression de la flat tax



- Création d'un pôle financier public par la nationalisation des grandes banques et compagnies d'assurance
- Suppression des exonérations sociales et fiscales qui gonflent les profits
- Nouvel impôt sur le capital des entreprises
- Baisse de la TVA
- 15 tranches pour l'impôt sur le revenu
- Rétablissement de l'ISF
- Recrutement de fonctionnaires pour lutter contre la fraude fiscale





Thème 3 – Fiscalité et financement

Le reste de la gauche



- Lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux
- 150 milliards d'aide aux entreprises avec condition écologiques, d'évasion fiscale et d'égalité f/h
- Création d'un ISF climat sur les patrimoines supérieurs à 2 millions d'euros
- Baisse de la TVA sur les produits et services écologiques
- Porter l'harmonisation européenne de l'impôt sur les entreprises à 25 % minimum
- Ajout de tranches à l'impôt sur le revenu et diminution du taux des premières tranches
- Suppression de la flat tax



- ISF Climat et Biodiversité pour financer la transition énergétique
- Impôt sur les successions des plus aisés et abaissement pour 95 % des français
- Réduction des dépenses publiques défavorables à l'environnement
- Réorienter le plan de relance européen
- Porter au niveau de l'OCDE une réforme de la taxation des multinationales
- Lutter contre la fraude fiscale pour récupérer 6 milliards





Thème 3 – Fiscalité et financement

- « Poursuivre la baisse des impôts »
- Réduire les impôts de production qui pèsent sur l'industrie et l'agriculture, notamment en supprimant la CVAE pour toutes les entreprises

La Macronie





Thème 3 – Fiscalité et financement

L'extrême droite et la droite extrême



- Baisser la TVA sur les taxes sur l'électricité à 5 %
- Baisser les impôts de production à hauteur de 10 milliards d'euros
- Exonérations de charges sociales pour les créateurs d'entreprises pendant 3 ans
- Baisser la TVA sur les couches à 2,1 %
- Supprimer les droits de succession pour 95 % des français
- Faciliter la transmission du patrimoine en défiscalisant les dons jusqu'à 100 000 euros





Thème 3 – Fiscalité et financement

L'extrême droite et la droite extrême



- Baisser la TVA de 20% à 5.5% sur les produits énergétiques (carburants, fioul, gaz et électricité)
- Exonérer d'impôt sur le revenu tous les jeunes actifs jusqu'à 30 ans pour qu'ils restent en France et fondent leur famille chez nous
- Supprimer l'impôt sur les sociétés pour les entrepreneurs de moins de 30 ans pendant les 5 premières années pour éviter leur départ à l'étranger
- Instituer une part fiscale complète dès le deuxième enfant
- Supprimer les impôts sur l'héritage direct pour les familles modestes et les classes moyennes
- Exonérer les donations des parents mais aussi des grands-parents à leurs enfants et petits-enfants jusqu'à 100 000€ par enfant tous les dix ans
- Supprimer l'impôt sur la fortune immobilière et créer un impôt sur la fortune financière
- Créer un ministère de la lutte contre la fraude (fiscale, aux cotisations et prestations sociales, aux importations, ententes, etc...)





Thème 3 – Fiscalité et financement

L'extrême droite et la droite extrême



- Réduire les impôts sur la production de 30 milliards d'euros supplémentaires
- Baisser le taux d'impôt sur les sociétés





Thème 3 : Institution, droits et libertés





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

Enjeu 1 – Régulariser les sans papiers ?

Quel candidat veut régulariser tous les sans-papiers

A – F. Roussel

C – E. Macron

B – J.L. Mélenchon

D – P. Poutou





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

Enjeu 2 – Faut-il sortir de l'OTAN ?

Quel candidat veut dissoudre l'OTAN ?

A – F. Roussel

C – E. Zemmour

B – J.L. Mélenchon

D – V. Péresse





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

'extrême gauche



- Régularisation de tous les sans papiers
- En finir avec les lois sécuritaires
- Suppression des corps de répression (BAC, BRAV...)
- Désarmer la police
- Abrogation des lois racistes et islamophobes
- Droit de vote des étranger.es résident.es en France
- PMA pour toutes et tous
- Remboursement à 100 % par la sécu des parcours de transition
- Stopper l'extension de l'OTAN





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

La gauche de gauche



- 6ème République et assemblée constituante
- Droit de vote à 16 ans
- Sortir de l'OTAN
- Agir à l'échelle internationale contre les migrations forcées
- Légaliser, et encadrer par un monopole d'Etat la production et la consommation de cannabis
- Supprimer la BAC au profit d'une police de proximité / Assurer la désescalade dans les
- manifestations
- Assumer le devoir d'humanité dans l'accueil des réfugiés
- Répartir l'accueil des migrants sur tout le territoire
- Supprimer les test osseux pour les mineurs
- Renégocier les accords du Touquet, suspendre le règlement Dublin
- Régulariser tous les travailleur.ses sans papier
- Rétablir la carte de séjour de 10 ans comme référence
- Reconnaître le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents extracommunautaires aux élections locales et européennes





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

La gauche de gauche



- Suppression de l'élection du président au suffrage universel direct
- L'assemblée investit le premier ministre
- Abrogation du 49-3
- Proportionnelle intégrale et parité
- Droit de pétition avec 500 000 signature pour inscrire un projet de loi à l'AN
- Droit de vote des résidents étrangers aux élections locales et européennes
- Campagne contre les stéréotypes et les discriminations à l'école
- Interdiction des tests osseux
- Régularisation des travailleur.ses sans papiers
- Changement d'état civil libre et gratuit / formulaires administratifs inclusifs
- Actions de prévention contre la LGBTQI-phobie
- Débat sur la dépénalisation en raison de la complexité du dossier
- Abrogation de la loi de sécurité globale
- Recrutement de 30 000 policiers de proximité
- Loi contre la concentration de la presse, des médias et de l'audiovisuel
- Renforcer l'accueil des migrant.es
- Sortir des accords de Dublin
- Quitter l'OTAN et demander sa dissolution
- Désengagement des forces armées au Sahel
- Porter l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

- Légaliser et encadrer la production et la vente de cannabis
- Rétablir la police de proximité
- Renforcer les règles anti-concentration dans les médias et internet
- Créer un organisme pour l'éthique des algorithmes
- Lutter contre le racisme et les discriminations avec un Haut conseil de lutte contre les discriminations regroupant associations et organismes publics
- Confier la politique migratoire à un grand ministère des solidarités
- Garantir l'accès à la santé et à l'hébergement digne des migrant.es
- Interdire la détention des mineurs et les tests osseux
- Régularisation des personnes installées en France justifiant d'un travail, d'une vie familiale ou d'enfants scolarisés
- PMA pour toutes avec double maternité et don de spermatozoïde amical.
- Ouverture de la PMA aux hommes transgenre
- Reconnaissance des enfants nés de GPA à l'étranger
- Renégociation des accords de Dublin
- Pour une Europe sociale
- Porter le budget alloué à la solidarité internationale à 0,7 % du revenu national brut

Le reste de la gauche





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

- Abaissement du seuil à 1 million de signatures pour le RIP
- Création RIC
- Droit de vote à 16 ans
- Une partie de proportionnelle pour l'élection législative placée avant l'élection présidentielle
- Une conférence consensus sur le cannabis
- Droit de vote des étrangers aux élections locales
- Limiter par la loi la concentration des médias
- Création d'un observatoire de lutte contre les discriminations
- Financer des associations pour le testing (logement...)
- Dans le cadre de l'UE, faire aboutir la réforme de Dublin pour des procédures efficaces et un accueil digne des personnes.
- Maîtriser à chaque étape les délais de traitement des procédures des réfugiés
- Répartir les demandeurs d'asile sur le territoire



Le reste de la gauche





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

L'extrême droite et la droite extrême



- Inscrire dans la constitution le droit à la sécurité pour tous
- Doter les policiers y compris municipaux de nouveaux pouvoirs : contrôle, fouille...
- Abaisser la majorité pénale à 16 ans
- Expulser pour menace à l'ordre public tous les étrangers dont le comportement participe de l'islamisme radical et qui sont inscrits dans les fichiers de l'antiterrorisme
- Utiliser la reconnaissance faciale à l'entrée des transports en commun
- Quotas d'immigrés par pays et par métiers
- Obliger le dépôt de la demande d'asile à l'étranger ou à la frontière et sinon enfermement et renvoi en cas de refus
- Reprendre les expulsions par charters via Frontex
- Rétablir les tests osseux
- Faire que les OQTF soient exécutoires sans délai
- Conditionner la carte de séjour à la réussite d'un examen (jusqu'à 600 h de formation)
- Mettre fin à l'automaticité du droit du sol





Thème 3 – Institutions, droits et libertés

L'extrême droite et la droite extrême



- Mettre fin à l'immigration de peuplement et au regroupement familial
- Traiter les demandes de droit d'asile uniquement à l'étranger
- Supprimer l'autorisation de séjour pour tout étranger n'ayant pas travaillé depuis un an en France
- Expulser systématiquement les clandestins, délinquants et criminels étrangers
- Supprimer le droit du sol et limiter l'accès à la nationalité à la seule naturalisation sur des critères de mérite et d'assimilation



- Sortir du commandement intégré de l'OTAN
- Majorité pénale à 16 ans
- limiter le droit d'asile à une poignée d'individus par an
- Rendre obligatoire les demandes d'asile à l'étranger
- Durcir drastiquement les conditions de naturalisation
- Renvoyer tous les clandestins
- Déchoir de la nationalité et expulser tous les criminels binationaux
- Renvoyer les étrangers au terme d'une période de 6 mois sans travailler
- Grâce à la notion de « défense excusable », permettre aux policiers et aux citoyens agressés de se défendre sans risquer d'aller en prison





Thème 3 : Droits des femmes



Thème 3 – Droits des femmes

Enjeu 1 – Droits des femmes ou droits des mères ?

Quel candidat propose de financer la naissance d'un enfant en zone rurale à hauteur de 10 000 euros

A – E. Macron

C – N. Arthaud

B – J.L. Mélenchon

D – E. Zemmour



Thème 3 – Droits des femmes

Zoom : « extrême droite et féminisme »



Des représentations sexistes et inégalitaires

☞ Le combat contre l'IVG, longtemps marqueur de l'extrême droite

☞ La femme, une mère au foyer



Une évolution de forme

👉 La féminisation du personnel politique

👉 L'instrumentalisation du féminisme au profit des thèses racistes et sexistes de l'extrême droite





Thème 3 – Droits des femmes

l'extrême gauche



- IVG à 24 semaines
- Abrogation de toutes les lois stigmatisant les femmes musulmanes





Thème 3 – Droits des femmes

La gauche de gauche



- Adopter une loi de lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes et y allouer 1 milliard de budget



- Par la loi, l'égalité salariale femmes-hommes sera réalisée en un an
- Ministère du droit des femmes
- Egalité salariale en 6 mois dans la FP
- Droit à l'IVG dans la constitution
- Moyens donnés pour appliquer la loi pour l'abolition de la prostitution
- Gratuité des protections hygiéniques
- Plan national de formation sur les maladies féminines
- Mesures contre les violences sexuelles et sexistes
- Peine d'inéligibilité pour les élus coupables de violences sexuelles ou sexistes





Thème 3 – Droits des femmes

Le reste de la gauche



- Dans les entreprises de plus de 20 salariés et les administrations publique, amende journalière de 330 euros si salaires inégaux à compétence et travail égal
- Aide juridictionnelle aux f victimes dès le dépôt de plainte
- Congé parentalité égal pour les deux parents : 16 semaines dont 8 obligatoires pour chaque parent avant ou après l'accouchement
- Constitutionnaliser le droit à l'IVG
- Délai IVG à 14 semaines



- Rendre publique la liste des entreprises qui font de la discrimination salariale
- Pénaliser ces entreprises
- Concertations pour allonger le congé paternité à 16 semaines dont 6 obligatoires
- Ministère du droit des femmes de plein exercice avec 1 milliard d'euros de budget





Thème 3 – Droits des femmes

- Mettre en œuvre le doublement de la présence des forces de l'ordre dans les transports aux moments critiques et le triplement de l'amende contre le harcèlement de rue, pour la sécurité des femmes
- Une politique ambitieuse pour la santé des femmes
- Contraception gratuite pour les femmes jusqu'à 25 ans

La Macronie





Thème 3 – Droits des femmes

L'extrême droite et la droite extrême



- Créer une juridiction spécifique pour les violences conjugales qui instruit en 72 h
- Mettre en place des consultations mère/enfant pour les mamans seules
- Reconnaître pleinement l'endométriose comme une affection longue durée
- Créer un congé de deux jours pour règles douloureuses
- Passer la TVA à 2,1 % sur les produits d'hygiène féminine



- Doubler le soutien aux mères isolées élevant des enfants tout en renforçant les contrôles pour éviter les fraudes



- Permettre aux deux parents de se répartir librement le temps de congé parental
- Créer 60 000 places de crèche sur le quinquennat (partie « françaises » du programme)
- Donner la priorité aux mères célibataires françaises pour l'obtention du logement social ou des places de crèche
- Mettre en place une bourse de 10 000 euros pour chaque naissance en zone rurale pour augmenter le pouvoir d'achat des femmes
- Augmenter les pensions de réversion
- Intensifier la lutte contre les violences sexuelles et conjugales





Thème 4 : Avenir du syndicalisme ?





Thème 4 – Avenir du syndicalisme

La gauche de gauche



- Droit d'intervention sur l'organisation du travail, la gestion et les orientations stratégiques des entreprises
- Droit de veto sur les licenciements
- Droit de préemption en cas de vente de l'entreprise avec possibilité de reprise sous forme de coopérative
- Accroître la représentation des salarié.es dans les CA
- Des conférences permanentes avec syndicats, associations, patrons, banques etc... pour définir les objectifs en terme d'emploi, formation, transformation écologique des productions
- Amnistie pour les syndicalistes condamnés





Thème 4 – Avenir du syndicalisme

La gauche de gauche



- Amnistie des syndicalistes condamnés





Thème 4 – Avenir du syndicalisme

Le reste de la gauche



- La moitié des membres des Conseils d'administration, de surveillance et de rémunération des grandes entreprises représenteront les salarié·e·s
- Chèque syndical pour adhérer au syndicat de son choix



- 50 % de représentants des salariés dans les entreprises de plus de 1000 salariés. 1/3 dans les plus petites.



